

Titre de l'article : Terrorisme au sahel ou guerre asymétrique au Niger.

Auteur :

WADA Nafiou, Docteur en géographie, mis à la disposition de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI-NIGER), au poste du Rapporteur Général.

0022796553054/90865572/ wadanafiou@yahoo.fr

Résumé

Le contexte sécuritaire des pays du sahel et particulièrement le Niger est très préoccupant. Ainsi, le terrorisme est en train de prendre de grande ampleur en donnant au banditisme classique la forme d'une guerre asymétrique. En effet, toutes les régions du Niger sont affectées par ce phénomène dont la manifestation diffère d'une région à une autre. Il a orchestré beaucoup de pertes en vies humaines, matérielles et financières. Pour mieux comprendre ce phénomène des recherches documentaires et des investigations ont été menées sous formes des entretiens oraux directs afin de se soumettre aux exigences des experts indépendants locaux et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui ont bien voulu répondre. Les données ainsi collectées ont permis la réalisation de la carte de zones d'insécurité et le tableau faisant cas des écoles fermées du fait de l'insécurité. Il est évident que le terrorisme a créé une psychose généralisée même dans le rang des intellectuels du moment où sur cette question chacun craint l'autre. Le bilan de ce phénomène affecte aussi les secteurs sociaux de base, notamment l'éducation, qui en dehors de son budget revu en baisse, on note la fermeture de plusieurs écoles dans les zones rouges. Le secteur de sécurité qui semble être mieux financé à travers le budget de l'Etat, l'on relève qu'il est confronté par le développement de plusieurs pratiques corruptives.

Mots clés : Terrorisme, Sahel, Guerre, Asymétrique, Niger.

Summary

The security context in the Sahel countries, and particularly in Niger, is very worrying. Terrorism is taking on great proportions, giving classic banditry the form of an asymmetric war. Indeed, all regions of Niger are affected by this phenomenon, which manifests itself differently from one region to another. It has caused many losses in human life, property and money. To better understand this phenomenon, documentary research and investigations were conducted

in the form of direct oral interviews in order to meet the requirements of local independent experts and non-governmental organizations (NGOs) who were willing to respond. The data collected allowed the creation of a map of insecure areas and a table showing schools closed due to insecurity. It is obvious that terrorism has created a generalized psychosis, even among intellectuals, since everyone fears the other. The results of this phenomenon also affect the basic social sectors, notably education, which in addition to its budget being reduced, has seen the closure of several schools in the red zones. The security sector, which seems to be better financed through the state budget, is faced with the development of several corrupt practices.

Keywords: Terrorism, Sahel, War, Asymmetric, Niger.

Introduction

L'environnement sociopolitique, économique-social et sécuritaire qui caractérise l'Afrique, implémente depuis le début du XXIème siècle une insécurité galopante exacerbée par la multiplication des groupes armés terroristes, des groupes insurrectionnels, la piraterie maritime, la cybercriminalité, le braconnage, les coupeurs de route, l'immigration clandestine, des mouvements extrémistes. Ainsi, pour les pays du sahel cette situation était devenue très critique depuis la chute du régime libyen dirigé par le guide Mouammar Kadhafi orchestrée en 2011 par l'Organisation de Traités de l'Atlantique du Nord (l'OTAN) dont la France de Nicolas Sarkozy en tête. Les pays du sahel en l'occurrence (Burkina Faso, Niger, Mali, Mauritanie et Tchad) connaissent d'instabilité et des menaces terroristes presque quasi-permanentes. C'est ainsi que certains de ces pays, notamment le Niger et le Tchad font face à des crises socio-politiques et économiques depuis leurs indépendances freinant ainsi leurs développements.

Ce qui signifie que bien avant le déclenchement de la guerre contre le terrorisme au Mali, sévissaient dans certaines localités du Niger des divers types de conflits dont entre autres : les conflits communautaires plus ou moins fréquents, le banditisme armé, la cohabitation parfois difficile et même conflictuelle entre agriculteurs et éleveurs... A cela s'ajoute la rareté de renforcement des capacités des leaders communautaires en matière de gestions des conflits et la prévention de l'extrémisme violent afin de créer les conditions de leur pleine contribution à la lutte contre les maux qui assaillent leur population.

En effet, le Niger a connu particulièrement la rébellion armée de 1990-1999 et de 2005-2007. Après cette dernière ce pays a connu une légère stabilité qui s'est sombrée à partir de 2012 avec des attaques récurrentes soit des Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI), des Djihadistes, des terroristes et des actions Boko Haram. Ces groupes ont des modes opératoires différents, si

certaines ont pour cible les militaires et d'autres attaquent les civiles sous prétexte de mobile religieux. Au cours de cette décennie le Niger a beaucoup perdu tant en ressources humaines, matérielles que financières. C'est ainsi que l'article intitulé le terrorisme au sahel ou guerre asymétrique : cas du Niger, se veut une contribution à la compréhension du phénomène afin de jeter un regard sur les efforts déployés et les résultats obtenus. Il est important de souligner que pour une meilleure compréhension de ce phénomène, du terrorisme, on peut basculer à la guerre communautaire comme ce qui se passe actuellement dans le nord Mali à savoir l'espace Azawad où une communauté s'apprend à une autre à tort ou à raison pour de règlements de comptes. Ce qui veut dire que le terrorisme est une mutation de la forme de guerre et bien avant le terrorisme, il existe des banditismes classiques et c'est maintenant que le terrorisme est en train de lui donner une forme de guerre.

I. Méthodologie

La démarche méthodologique combine l'exploitation et l'analyse documentaires, les investigations sur la question et la cartographie des zones rouges du pays.

I.1. Exploitation et analyse de la documentation

Cette étape consiste à collecter et à consulter les documents disponibles auprès des centres de documentation et différents acteurs s'intéressant à la question du terrorisme au sahel ou du terrorisme tout court. Elle s'est également effectuée sur les sites Web. Elle a permis d'avoir une vue générale sur le sujet afin de mieux le circonscrire.

I.2. Investigation sur la question

Les investigations ont fait l'objet de plusieurs rencontres avec des acteurs intervenant dans ce domaine à savoir les experts indépendants locaux sur la question, les organisations de la société civile (Alternative Espaces Citoyens (AEC) et Réseau des Organisations Nigériennes pour la Défense de la Démocratie et les Droits Humains (RONIDDEDH)).

Ces rencontres ont permis de collecter des informations qui ont complété les premières analyses issues de l'exploitation documentaire. Dans cette démarche, les méthodes mises en œuvre pour la collecte des informations ont pris en compte les entretiens oraux directs avec certains acteurs et experts indépendants locaux en la matière. Compte tenu de la complexité de la question et de la psychose que le terrorisme a créé sur la population, les acteurs interviewés ont préféré les entretiens oraux, ce qui a permis de toucher vingt et cinq (25) acteurs dont quinze (15) dans la région de Tillabéri, sept (7) dans la région de Diffa et trois (3) à Niamey. Ces entretiens ont été faits sous forme de causerie individuelle pour répondre aux exigences de ces acteurs. Ils ont également exigé que leurs noms ne doivent pas être cités dans la partie des références

bibliographiques et même certains manuscrits qu'ils ont mis à notre disposition. Cela traduit la complexité du phénomène et la méfiance, car disait-il, c'est très difficile qu'aujourd'hui d'identifier qui est terroriste ou complice des terroristes, donc difficile aussi de convaincre les gens que c'est une question de recherche et non de la dénonciation, car certains estiment même que c'est pour les livrer. Cela démontre combien de fois que le niveau de psychose créé est très élevé et c'est à tous les niveaux des acteurs socio-professionnels y compris les intellectuels.

Les résultats de ces interrogations ont permis de comprendre clairement la question et les modes utilisés.

I.3. La cartographie

Les différentes données collectées à travers les entretiens, l'exploitation des documents, les sites web et certaines communications officielles du gouvernement de la République du Niger en Conseil des Ministres sur l'état d'urgence sécuritaire ont permis la réalisation de la carte des zones d'insécurité au Niger et le tableau de situation sécuritaire dans les huit (8) régions. La carte et le traitement de données ont été faits avec les logiciels plicarto et le sphinx.

II. Analyse situationnelle

Le Niger a enregistré en 2012, pour la première fois de son histoire récente, des attentats terroristes particulièrement meurtriers à Agadez dans la partie nord du pays, et à partir de février 2015, la situation a pris une tournure encore plus dramatique, avec les attaques de Boko-Haram à Bosso et à Diffa, qui ont été suivies par une multitude d'autres attaques des groupes terroristes. La récurrence de ces attaques est venue mettre à jour les vulnérabilités du pays et l'ampleur des défis sécuritaires à relever. Pays sahélo-saharien, le Niger baigne dans un environnement extrêmement agité et soumis à des situations sécuritaires graves : la prolifération de plusieurs groupes extrémistes violents et le terrorisme djihadiste qui utilisent la religion et s'insurgent contre l'ordre sociétal actuel ; les différentes formes de criminalité transfrontalière (les trafics des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC) , les trafics d'êtres humains de drogues et d'autres produits illégaux, etc.), les nombreuses relations conflictuelles inter et intra-communautaires. En effet, par sa position géographique au cœur de la bande sahélo-saharienne, le Niger partage les mêmes défis de stabilité, de paix et de développement avec les autres pays de la sous-région. Aussi, à l'instar de ces pays, il demeure confronté à une dynamique hostile attisée par de nouveaux acteurs chargés de violence et qui remettent en cause le modèle de société que le Niger s'est librement donné. Ainsi, le Niger subit des menaces presque quasi-permanentes au niveau de toutes ses frontières, notamment :

Au nord – Est du Niger : Depuis l'effondrement de l'Etat libyen survenu en 2011, les immenses dépôts d'armements de la Libye ont été pillés et continuent de polluer les espaces sahélosahariens où un climat d'insécurité généralisée s'est installé. En effet, ces espaces ont été investis par divers groupes armés et organisations terroristes et par des groupes de narcotrafiquants de tout acabit. Cette partie de l'espace sahélo-saharien du territoire nigérien se trouve sur l'itinéraire des groupes djihadistes qui sévissent au Nord Mali et dans le Sud algérien. On assiste ainsi à une intensification des trafics illicites sur le territoire du Niger notamment : les incursions répétées de groupes de narcotrafiquants, le trafic d'êtres humains à travers les flux migratoires clandestins, le trafic des armes à feu et l'activation des milices ethniques transfrontalières armées. Cette situation demeure un terreau explosif pour toute la sous-région et même au-delà en favorisant la prolifération d'armes à feu individuelles et collectives et corrélativement la montée en puissance du grand banditisme, en fournissant un sanctuaire pour plusieurs groupes terroristes et par la manipulation et l'enrôlement des jeunes pour le compte de groupes terroristes internationaux dont plusieurs érigent des fiefs au nord Mali frontalier avec le Niger.

Au Nord - Ouest du Niger : le Mali reste, territorialement déstructuré depuis l'invasion en 2012 par divers groupes djihadistes et autres mouvements irrédentistes. Dans le nord et le centre du Mali sévissent de nombreux groupes armés terroristes dont : Al - Qaeda pour le Djihad en Afrique, l'Etat Islamique du Grand Sahara (EIGS), le groupe Ansar al-Islam et la Jamaat Nosrat al-Islam qui est née de la fusion de Al - Mourabitoun, de Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et de Ansar Dine dont les démembrements sont la Katibat du Macina et celle du Gourma. Selon nos entretiens, ces groupes sévissent dans des zones voisines des régions nigériennes d'Agadez, Tahoua et Tillabéri et en constituent des menaces sérieuses. En outre, suite aux différentes incursions armées, depuis le Mali, notamment dans l'ouest et le nord de la région de Tillabéri, le Niger a institué l'Etat d'urgence depuis mars 2017. En effet, cette bande constitue des zones de repli pour les assaillants et preneurs d'otages de tout acabit.

Au Sud-Ouest : le Burkina Faso fait face aux attaques régulières et violentes des coupeurs de routes et des groupes armés terroristes dont : le groupe des insurgés islamiste Peuls, Ansar al - Islam, l'Etat Islamique du Grand Sahara (EIGS), la Katibat du Gourma. Ces groupes qui cherchent à agrandir leur sanctuaire, commettent des incursions criminelles sur le territoire du Burkina Faso et sporadiquement au Niger, dans l'ouest de la région de Tillabéri et dans les zones du parc de W communément appelées « zone de trois (3) frontières : Bénin, Burkina Faso et le Niger » .

A l'Est et au Sud - Est du Niger : le Nigéria, principal partenaire économique du Niger, est secoué dans sa partie Nord-Est par les assauts répétés du groupe terroriste Boko Haram qui impose au Nigéria et à toute la sous-région du bassin du lac Tchad une guerre sanglante. Le Niger est depuis février 2015 directement et lourdement affecté dans sa partie Sud-Est (région de Diffa), frontalière du Nigéria. Les attaques récurrentes et très violentes qui sont perpétrées par le groupe armé terroriste « Boko-Haram » sur les populations civiles de part et d'autre de la frontière avec le Nigéria, ont engendré une crise sécuritaire aiguë multidimensionnelle qui s'accompagne de la montée en puissance de discours et de pratiques de l'extrémisme violent.

(Au Centre – Sud du Niger), La situation sécuritaire se caractérise par : le grand banditisme armé qui sévit dans la bande sud du département de Madarounfa dans la région de Maradi, se traduisant par des enlèvements contre rançons des personnes et du bétail; la recrudescence des tensions liées aux partages des ressources naturelles (terres) ; l'expansion de la menace terroriste venant aussi bien du Sud (Nigeria) que du Nord-ouest (Mali).

III. Résultats et discussions

A travers les données et l'exploitation documentaire, les résultats obtenus ont permis de mener les discussions autour de la question du terrorisme au Niger. Ainsi, il ressort que la lutte contre le terrorisme c'est une guerre asymétrique, parce que les terroristes ne revendiquent aucune portion du territoire nigérien, ils font juste des actions isolées et de façon inopinée, ce qui est difficile de les identifier véritablement. Ils sont souvent mixés avec la population locale dans la mesure où certains chefs de villages/localités sont informés de leur passage pour la collecte ou le prélèvement d'impôts. La panique de la population empêche sa collaboration afin de dénoncer ce genre de pratiques, dans la mesure où la population ne se sent pas du tout en sécurité. Elle craint d'être châtiée après dénonciation à travers les enlèvements ou une attaque contre le village, ce qui empêche sa collaboration avec les autorités/Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Il est également difficile de reconnaître qui est un potentiel terroriste même parmi les présumés acteurs à ce sujet parce qu'ils ont des leaders différents, qui les affectent d'une zone à une autre en cas d'opérations et ces chefs se comprennent assez souvent. En effet, les entretiens ont permis de savoir que les terroristes sont très bien informés des mouvements des FDS à travers leur mécanisme d'informations très fluide qu'ils ont mis en place, ce qui rend très difficile la réussite des actions des FDS. Les terroristes développent une véritable industrie de communication qui leur permet d'être bien informés au millimètre près des déplacements des FDS. A travers les investigations menées, les organisations terroristes ne possèdent pas de

compagnies à l'image de l'armée, elles recrutent subtilement des locaux qui sont renforcés par d'autres en cas d'attaques de grande envergure. Le terrorisme utilise la sociologie locale pour faire le plein des adeptes dans un environnement à forte démographie analphabète. Ainsi, dans certains milieux, il crée des élites avec une aisance dans les déplacements (par exemple motos neuves), une facilité financière et une stricte protection contre toute la communauté afin de créer un climat attractif pour les autres jeunes qui se voient ainsi défiés. C'est un mode de recrutement qui inclut des méthodes comme l'intimidation et menaces principalement, achat de conscience et prétexte religieux pour d'autres. Ces stratégies utilisées par les terroristes ont des répercussions sur la jeunesse nigérienne. En effet, la dynamique de la population nigérienne, qui reflète une forte proportion des jeunes a pour corollaire le chômage des jeunes et une augmentation très rapide de la demande sociale. Dans un tel contexte l'un des défis majeurs du Niger se pose en termes de transformation de cette jeunesse en dividende démographique. Ainsi, l'accentuation de la pauvreté chez les jeunes a engendré un développement des trafics illicites, notamment le trafic d'êtres humains à travers les flux migratoires clandestins, le trafic de drogues et des armes illicites et l'activation des milices ethniques transfrontalières armées. Ainsi, faute d'emploi et la main oisive, ces jeunes se laissent enrôler par les groupes terroristes en leur miroitant un lendemain meilleur. En outre, face à la démission de l'Etat et de la politique sérieuse de protection sociale surtout en matière de l'insertion et de l'occupation de la jeunesse, les terroristes trouvent des facilités à enrôler les jeunes. Cependant, il ne faut pas tout azimuth condamner les jeunes qui s'adonnent facilement à ce genre d'activités, il faut au contraire chercher à créer les conditions de bien être à la population et particulièrement en mettant l'accent sur l'emploi et la transformation de la jeunesse comme facteur de développement et non de la détruire ou juste de la limiter aux actions émaillant des violences ou à tout point de vue un réservoir pour être utilisé en cas des marches, des casses ou des contestations d'une politique. C'est important de comprendre que la jeunesse est un couteau à double tranchant, si elle est encadrée c'est un avantage profitable pour un pays, c'est d'ailleurs le sens de la doctrine chinoise en affirmant que « l'être humain est susceptible d'engendrer la croissance économique à travers ses seules capacités de travail ». En effet, si dans un pays, il n'y-a pas une politique sérieuse de la protection sociale, donc sans espoir et aucun rêve d'un lendemain meilleur, il est évident que les jeunes s'adonnent à des actes non républicains. C'est pourquoi, la lutte contre le terrorisme ne s'agit pas d'apporter énergiquement une réponse militaire, mais de mettre en place des vraies politiques sociales en tenant compte de nos réalités. C'est peut-être dans le même sens que les autorités ont commencé de changer la stratégie après moult réflexions de se convaincre que la lutte contre le terrorisme ne pourrait être remportée par la seule force des

armes de guerre et qu'il conviendrait de lui adjoindre une autre arme, celle-là plus africaine : l'arme du dialogue, qui d'ailleurs cette stratégie a quelque peu fonctionné dans la région de Diffa où en effet, des centaines de jeunes se sont déradicalisés et ont rendu les armes pour être pris en charge par des centres d'accueil créés à cet effet, ce qui constitue un grand pas dans la lutte contre le boko haram dans cette région. Il faut également trouver des solutions urgentes aux élèves victimes dont leurs établissements ont été fermés du fait des actions terroristes. A titre illustratif 759 écoles primaires et 32 établissements d'enseignement secondaire général ont été fermés pour un effectif de 68.306 élèves, privés de leur droit à l'éducation dans les quatre (4) régions suivantes :

Tableau N°1 : Situation des écoles dans les zones d'insécurité au Niger

Régions	Nombre d'écoles fermées	Nombre d'élèves concernés	Proportion des filles	% des écoles fermées dans la région
Diffa	27	1768	83	3,41
Maradi	11	465	206	1,40
Tahoua	33	3511	1432	4,17
Tillabéri	720	62562	30568	17,75
Total	791	68.306	32.289	26,73

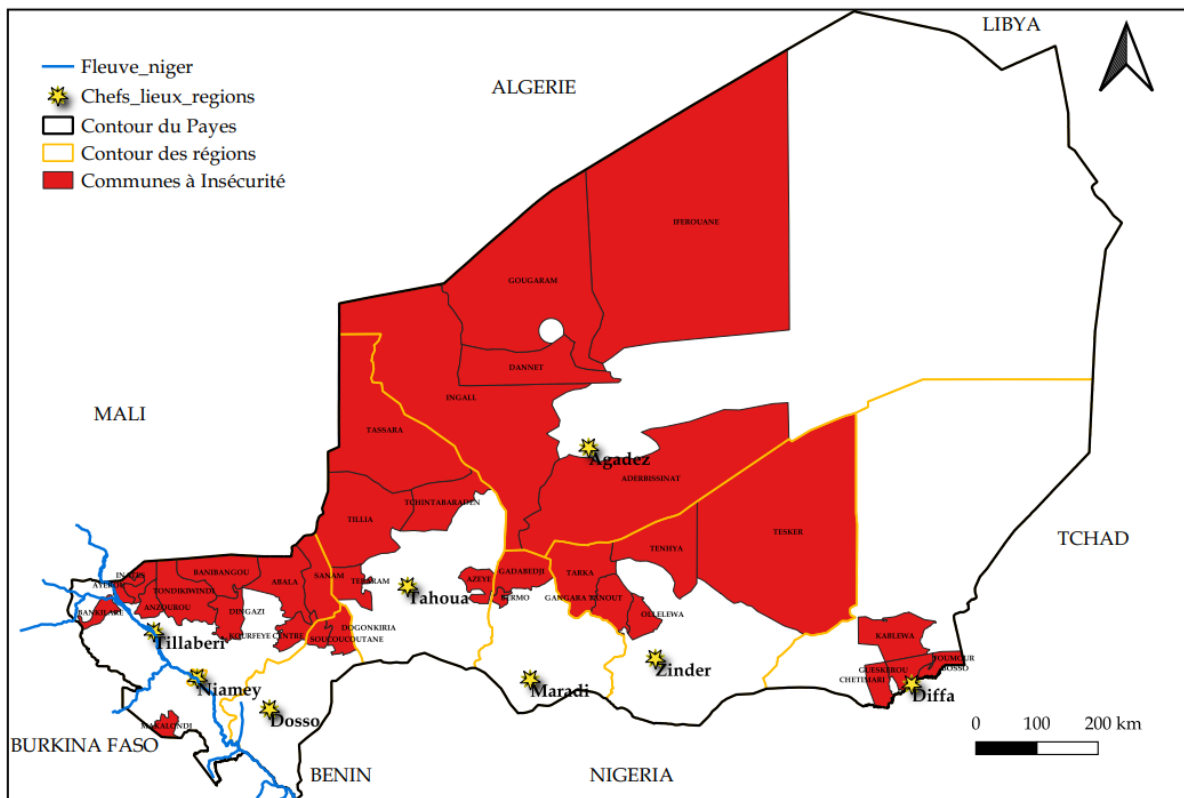
Source : Présentation du Ministre de l'Education Nationale à l'Assemblée Nationale en date du 14 juin 2022.

On constate qu'à travers ce tableau 68.306 élèves dont 32.289 filles sont privés de leur droit à l'éducation. Cette situation concerne essentiellement les quatre (4) régions du Niger les plus touchées par le phénomène de l'insécurité. Cette fermeture des écoles a impact réel sur le taux de scolarisation à l'échelle nationale. Le taux de fermeture des écoles due à l'insécurité est de 26,73% pour ces quatre (4) régions et effectivement au plan national. Ces chiffres importants des élèves victimes des actions terroristes constituent une préoccupation majeure de plus d'un nigérien, car ces jeunes pourraient être dangereux si toutefois, ils ne sont pas bien pris en charge.

En effet, cette guerre a provoqué également le déplacement de 13.500 déplacés internes en date du 10 juin 2022 annoncé par le Président de la République du Niger sur Radio France Internationale (RFI) dans certaines communes de la région de Tillabéri du coup les enfants de ces déplacés sont dépourvus de la scolarisation car les écoles sont fermées dans ces zones. Ce qui prouve que le terrorisme a des conséquences directes sur l'éducation. A cela s'ajoute 25.000

déplacés dans la région de Maradi affirme la BBC en date du 14 juin 2022, du coup ces déplacés ne produiront pas cette année et leurs enfants sont dépourvus des écoles, cette situation a des conséquences très graves sur le taux de scolarisation des enfants et à la sécurité alimentaire. Outre ces deux (2) régions (Maradi et Tillabéri). Ces enfants pourraient constituer des potentiels candidats à l'enrôlement des terroristes tant que l'Etat n'assure pas un suivi de proximité de leur situation. A travers les recherches documentaires et les différentes déclarations du gouvernement sur l'état d'urgence relativement au contexte sécuritaire, on peut dire que c'est tout le pays qui est touché par l'insécurité. Il ressort également des investigations qu'il existe une grande partie de ceux qui participent indirectement (les fournisseurs de tout genre) qui se diluent dans la population. En effet, même ceux qui sont dans les camps ou les sites d'accueils, il y-a des risques pour leur retour au front. C'est pour cette raison que l'UNHCR cité dans le bulletin de WANEP-Niger souligne que, « 64% des familles hôtes abritent en moyenne 23 personnes par famille. Ce contexte est exacerbé par le risque d'infiltration des éléments du groupe boko haram qui sévit dans le nord-est du Nigéria et dans la région de Diffa, à la recherche de nouveaux sanctuaires ou de nouveaux adeptes ». Cet état de fait traduit encore la complexité de ce phénomène qui est très difficile à être cerné. A cela s'ajoute la grande difficulté qui existe dans les parois de sorties vers le nord-Mali où ils semblent s'incruster ou même avoir des compromis avec des groupes armés- non contrôlés. Il importe de souligner aussi qu'il leur est très facile de retourner la veste une fois au nord- Mali eu égard à la multitude d'acteurs qui y vivent dans cette partie, frontalière du Niger ; pas besoins des bases ni des camps fixes dans la mesure où la main d'œuvre est dissoute dans la population. Les terroristes exercent une activité normale et ne se transforment en monstre qu'en cas des mots d'ordre pour des actes, ce qui rend complexe leur identification et même les poursuites après les attaques. Les résultats des entretiens ont permis de savoir qu'il existe quelques pochettes connues pour les habiter en cas de regroupement ou pour servir des endroits pour les soins des blessés ou des cachettes de leur logistique et autres approvisionnements. En outre, les mêmes investigations ont permis de se rendre compte que l'Etat s'il veut, il peut mettre un mécanisme de contrôle, par exemple à travers les renseignements sur les chiffres d'affaires des opérateurs économiques qui opèrent dans les zones d'insécurité communément appelées zones rouges. On sait que dans ces zones l'utilisation des motos est interdite, mais l'on constate la vente des pièces détachées, de carburant et des grosses opérations de transfert de crédits shap-shap dans ces zones rouges. L'Etat peut créer des conditions pour que les gens vivent sans terrorisme et sans passer aux actions répressives pouvant les contraindre à abandonner le terrorisme. C'est ainsi que cette guerre asymétrique ne doit pas se limiter à une réponse militaire, elle doit aussi avoir une

réponse dans la conscientisation de la population et surtout la jeunesse, la prise de conscience et puis les dirigeants doivent assurer la bonne gouvernance, être justes et équitables envers les dirigés et exécuter la charge publique conformément à la loi et règlements, en créant surtout les conditions pour l’insertion de la jeunesse. Les résultats des investigations et l’exploitation documentaire ont permis de réaliser la carte suivante.



Carte N°1 : Zones rouges ou zones d’insécurité, réalisée par Dr. WADA.N et SALOU.M, 2021.

A travers cette carte de zones à risque d’insécurité au Niger, on constate que toutes les (8) régions du pays sont concernées par l’insécurité depuis 2020, seulement à géométrie variable.

En outre, la guerre contre le terrorisme au Niger a mobilisé beaucoup d’acteurs et de moyens logistiques et financiers. A cela s’ajoute des pertes en vies humaines du côté militaire et civil. Au cours de cette lutte certains secteurs sociaux de base ont vu leurs budgets en régression du fait de l’allocation budgétaire souvent exagérée dans le domaine de la sécurité. C’est ainsi que cette lutte contre le terrorisme a provoqué une allocation importante de l’Etat dans le secteur de la sécurité ces dernières années. Ainsi, depuis 2015 l’on constate à travers les différentes lois de finances les ressources attribuées au secteur de la défense et de sécurité se voient largement

en hausse contre celles allouées aux secteurs sociaux de base, notamment l'éducation, la santé et l'hydraulique. A titre illustratif et selon le rapport intitulé « regard citoyen » publié par Alternative espace citoyen en 2020, « En l'espace de quelques années, les dépenses militaires et de sécurité ont été multipliées par au moins trois (3) par rapport à leur niveau de 2010 ; mais, cet effort financier important, dont les répercussions négatives sur les secteurs sociaux de base semblent de plus en plus évidentes, ne semble pas encore donner des résultats probants sur le plan sécuritaire ». Cependant, si au cours de cette dernière décennie les dépenses dans le secteur de sécurité ont triplé par rapport à leur niveau en 2010, l'on constate que la part du secteur de l'éducation dans le budget national est en baisse. En effet, les prévisions de dépenses du secteur de l'éducation ont amorcé, à partir de 2015, une nette tendance à la baisse, passant de 287 milliards FCFA en 2014 à 254,39 milliards FCFA en 2018. (Source : rapport, regard citoyen, 2018). Cette situation est due, au moins en partie, à la hausse des dépenses militaires et de sécurité consécutive à la dégradation de la situation sécuritaire dans certaines régions du pays dont les écoles ont été fermées. Malgré, ces moyens injectés dans la sécurité, l'Etat n'a pas pu jusque-là trouver les voies et moyens pour circonscrire au maximum l'étendue du fléau terroriste, grignotant des portions entières du territoire : villages abandonnés, multiplication de camps de déplacés, fermetures de milliers d'écoles primaires, abandon des postes routiers de la police, etc. Ainsi, il ressort clairement que les dépenses de fonctionnement du secteur de la défense et de la sécurité publique, qui s'élèvent à 39,11 milliards FCFA pour l'exercice 2019, représentent un peu plus de neuf (9) fois celles prévues pour le secteur de la santé. Néanmoins, les militaires et les autres agents des forces de sécurité, qui affrontent divers groupes terroristes, méritent certainement d'être mis dans les conditions ; mais, faut-il pour autant oublier que le rêve des soldats qui se battent et meurent sur le front de la lutte contre le terrorisme est avant tout d'assurer à leurs enfants et à ceux de leurs compatriotes, un avenir radieux dans un pays souverain et paisible ? Aujourd'hui, plus d'un citoyen nigérien est convaincu que les milliards de francs CFA dépensés dans le secteur de la défense et de la sécurité n'ont pas seulement servi à doter les forces des moyens d'assumer leur mission régaliennne ; ces milliards ont certainement servi aussi à enrichir ceux qui détiennent les carnets de commande, ceux qui négocient les contrats de livraison et de construction, sans oublier ceux qui gèrent les moyens mis à leur disposition, car l'on a constaté ce dernier temps à travers certains journaux de la place les différents scandales révélés dans le Ministère de la Défense, notamment les commandes payées, mais non livrées y compris celle d'un avion dont le marché a été octroyé à un fournisseur âgé de 24 ans. Avec cet état d'esprit à quand la fin de l'insécurité au Niger et dans les pays du sahel ?

Conclusion

L'une des préoccupations majeures du monde aujourd'hui est sans doute la question sécuritaire. En effet, l'on assiste depuis presque deux (2) décennies, à de nouvelles formes de menaces qui exigent à la fois de nouvelles stratégies, d'une redistribution du rôle social et surtout de repenser le vivre ensemble en créant les conditions de cohésion entre toutes les communautés. C'est ainsi que chaque citoyen, chaque organisation ou structure se doit de découvrir le rôle qu'il doit jouer et le jouer pleinement afin de contribuer à épargner les populations des affres de la terreur que sèment des bandes criminelles à l'échelle planétaire. Il est important de souligner que la lutte contre le terrorisme ne se limite qu'aux réponses militaires que ces dernières occasionnent des pertes en vies humaines du côté des militaires et des civiles. Elles demandent également la mobilisation des moyens matériels et financiers. Les pays du sahel et particulièrement le Niger doit repenser sa stratégie de lutte contre le terrorisme qui prend de plus en plus de grande ampleur, en mettant l'accent sur le dialogue et l'occupation de la jeunesse de sa population.

Références Bibliographiques

Ouvrages

Alternative Espaces Citoyens, 2018-2019. Regard citoyen sur le budget de l'Etat, P 75.

Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme (CAERT), 2020. Revue Africaine sur le Terrorisme, volume 10. N°1, P188 (P1-22).

Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité, 2020. Stratégie Nationale de Prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, P 126.

Rapports

Potomac Institute, 2015 et 2016. Le terrorisme et ses conséquences en Afrique du Nord-Ouest, au Sahara-Sahel et dans le bassin du Lac Tchad, P 14.

Articles

WADA Nafiou, 2019. Accès des femmes au foncier agricole dans la Commune Urbaine d'Aguié (Maradi-Niger), P 25.

Bulletins d'informations.

WANEP-Niger, 2020. Bulletins des mois de janvier –Avril, P16.